



LETTRE ÉCONOMIQUE DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 11 – Mai & Juin 2022

Sommaire

LIBYE

- Le blocage politique se traduit par une dégradation de la situation économique
- Des relations bilatérales franco-libyennes redynamisées en 2021
- Tenue de la 48^{ème} Foire internationale de Tripoli
- Forum d'affaires franco-libyen du MEDEF
- Rencontres entrepreneuriales Libye – Tunisie – France dans les secteurs hydrocarbures et électricité

TUNISIE

- Etat d'avancement des discussions avec le FMI pour un accord de financement
- Rencontres Maghreb Oléagineux
- Point de situation avec les industriels français du secteur l'aéronautique implantés en Tunisie
- 5^{ème} édition du Forum Financing Trade and Investment in Africa (FITA)
- 20^{ème} édition du Forum de l'Investissement (TIF)

CALENDRIER ET INDICATEURS

Editorial

Après 6 mois de discussions techniques et d'élaboration d'un programme de réformes, la visite du directeur de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord du FMI, Jihad Azour, à Tunis les 20 et 21 juin s'est conclue par l'annonce prochaine de l'ouverture de négociations d'un programme avec la Tunisie, confirmée par la venue programmée d'une délégation du FMI début juillet. Leur ouverture s'effectue dans un contexte politique charnière, avec la divulgation le 30 juin du projet de Constitution soumis à référendum le 30 juillet, et dans un contexte économique et social marqué par des tensions budgétaires et inflationnistes attisées par la crise russo-ukrainienne et par les appels à la grève de l'UGTT.

En Libye, aucune solution n'émerge à la crise politique avec deux gouvernements se disputant la légitimité de l'exécutif. Le blocage de la production pétrolière se traduit par une dégradation de la situation économique marquée par d'importantes pénuries d'électricité qui alimentent les contestations de la population contre les institutions.

En tout état de cause, la pause estivale ne semble pas de mise ni en Libye ni en Tunisie sur les fronts politique et économique.

Fanny Labarthe

LIBYE

Actualités économiques et politiques

Le blocage politique se traduit par une dégradation de la situation économique

Le blocage politique se poursuit. Depuis la nomination en tant que Premier ministre de F. Bachaga par le parlement de Tobrouk le 10 février 2022, non reconnue par le chef du Gouvernement d'Union Nationale en poste A. Dbeiba, la Libye s'enlise dans un conflit politique. Les politiques publiques se superposent et deviennent illisibles. La situation politique actuelle hypothèque le processus de stabilisation du pays réduisant les perspectives d'élections et de réunification d'institutions telle que la Banque centrale.

En l'absence d'accord sur l'utilisation des ressources pétrolières, la poursuite d'un blocus du secteur des hydrocarbures menace chaque jour un peu plus le fonctionnement du pays, son économie et l'approvisionnement international en gaz et pétrole.

La production de pétrole brut s'élevaient environ à 650 000 barils par jour en juin (près de moitié moins qu'en début d'année), celle de gaz atteignait 2 Md de pieds cubes par jour. Au 29 juin, le pourcentage d'arrêt de la production totale de pétrole libyen est passé à 51 %, et les exportations ont été limitées à quelque 400 000 barils par jour. Le montant total des recettes d'exportation de pétrole perdues depuis le début de l'arrêt partiel de la production le 16 avril s'élève désormais à 3,4 Md USD.

Les tensions politiques menacent le processus d'unification de la banque centrale et font planer les risques d'une nouvelle crise de liquidité.

En l'absence d'un système de compensation réunifié, les tensions s'accroissent désormais entre branches de l'est et de l'ouest de la Banque centrale: la branche de l'est de la Banque Centrale Libyenne (BCL) a accusé celle de l'ouest à Tripoli de ne pas lui avoir fourni suffisamment de liquidités et a prévenu qu'elle envisage de prendre des mesures –telle que la reprise de la création monétaire pour assurer la liquidité des banques à l'est du pays. La BCL de Tripoli réfute cette accusation et publie des chiffres faisant état d'un transfert de 1 Md LYD à la BCL de l'est, accusant cette dernière de n'en avoir distribué que la moitié aux banques malgré les besoins de liquidités

Actualités commerciales

- Des relations bilatérales franco-libyennes redynamisées en 2021

Portés par l'explosion de notre facture énergétique, nos échanges bilatéraux enregistrent un triplement en 2021.

Passant de 614 M EUR en 2020 à **2 Md EUR en 2021**, nos échanges commerciaux avec la Libye voient néanmoins leur structure évoluer à la marge. Tirées conjointement par des effets demande (reprise économique post-pandémique marquée en France), offre (augmentation de la production pétrolière libyenne) et prix (renchérissement constant du prix du baril), **nos importations, constituées uniquement d'hydrocarbures naturels et de produits pétroliers raffinés, quadruplent pour atteindre 1,83 Md EUR.**

Nos exportations, qui évoluent également à la hausse, mais dans des proportions plus mesurées (+17 %), s'établissent à 176 M EUR. En dépit d'une plus grande diversification des exportations, **trois secteurs concentrent néanmoins 75 % des marchandises que nous fournissons à la Libye : les produits des industries agroalimentaires et les produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (64 M EUR, en hausse de 82 %), les produits pharmaceutiques (50 M EUR, +18 %) et les produits chimiques, parfums et cosmétiques (18 M EUR, + 29 %).** Mécaniquement, notre déficit commercial bilatéral se creuse, passant de 314 M EUR à 1,65 Md EUR.

Evènements

- Tenue de la 48^{ème} Foire internationale de Tripoli



معرض طرابلس الدولي
48TH TRIPOLI INTERNATIONAL FAIR

Après deux ans de fermeture en raison de la pandémie de Covid-19, la Foire internationale de Tripoli a rouvert ses

portes pour sa 48^{ème} édition du 9 au 15 mai dernier. **6 pays – Turquie, Tunisie, Algérie, Indonésie, Italie et Roumanie - ont participé à ce rendez-vous** à travers des représentants de divers secteurs tels que l'industrie agroalimentaire, le bâtiment et la construction, l'import-export, ou encore les technologies de l'information et de la communication, une belle occasion de renforcer les liens économiques multilatéraux. Les entreprises françaises sont attendues pour la prochaine édition. Selon les chiffres du ministère de l'Economie et du Commerce, **110 entreprises libyennes et étrangères étaient présentes au Forum**. Le ministre de l'Economie, Mohamed Hwej, a appelé à cette occasion les investisseurs et les chefs d'entreprises étrangers à contribuer à la mise en œuvre de nouveaux forums similaires en Libye et les a encouragé à investir dans toutes les régions du pays. Un nouveau site de près de 48 hectares sera par ailleurs prochainement disponible pour permettre l'organisation de futurs forums dans le Sud de Tripoli. Le ministre a également déclaré que **l'élaboration d'un plan de soutien à l'économie nationale** basé sur le développement des activités industrielles et agricoles avait débuté.

➤ **Forum d'affaires franco-libyen du MEDEF**



La Libye, confrontée à des défis économiques d'ampleur en lien avec la faiblesse de ses institutions étatiques et les crises internationales qui impactent son activité, constitue malgré tout **un pays au potentiel de croissance important qui continue d'attirer les investisseurs étrangers**. Les entreprises françaises sont implantées dans de nombreux secteurs de l'économie libyenne, énergie, eau, santé, BTP, nouvelles technologies, etc. Ces dernières représentent un enjeu important pour la Libye tant en termes d'investissements que de transferts de compétences, de technologies et de capacité à créer des emplois durables.

Le MEDEF a organisé le 20 juin un Forum d'affaires franco-libyen en partenariat avec la Chambre de commerce franco-libyenne (CCFL) et la Fédération générale des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture libyennes. Ce forum, réunissant entreprises

libyennes et entreprises françaises en Libye, a permis de faire le point sur la situation politique et économique et un retour d'expérience des différents acteurs sur les opportunités d'affaires dans le pays.

Le Président de la Fédération générale des chambres libyennes de commerce, d'industrie et d'agriculture, Mohammed Al-Raaed, a déclaré à cette occasion qu'aujourd'hui **les priorités pour la Libye étaient le renforcement de la coopération commerciale et économique bilatérale, notamment dans le domaine de la production d'énergie solaire**.

➤ **Rencontres entrepreneuriales Libye – Tunisie – France dans les secteurs hydrocarbures et électricité**



Business France a organisé, les 14 et 15 juin, des rencontres d'affaires en triangulation Libye/Tunisie/France avec les opérateurs tunisiens des filières hydrocarbures et électricité – à savoir **l'Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières (ETAP)** et de la **Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (STEG)** - et les opérateurs libyens – avec la présence de la **National Oil Company (NOC)** et de la **General Electricity Company of Libya (GECOL)**. 18 entreprises françaises ont participé aux échanges autour de rendez-vous personnalisés avec les 4 acteurs publics des deux pays, ainsi que des entreprises privées nord-africaines.

La première journée a permis de présenter les stratégies et projets futurs des opérateurs pétroliers de Tunisie et de Libye mais également de mettre en avant les solutions technologiques proposées par les entreprises françaises. La seconde journée a été dédiée aux rencontres « B to B » entre la NOC, l'ETAP et les entreprises françaises afin de favoriser le développement de projets communs.



TUNISIE

Actualités économiques

- Etat d'avancement des discussions avec le FMI pour un accord de financement



Il y a 8 mois, la Cheffe du gouvernement, Najla Bouden, soumettait une requête d'aide financière auprès du FMI. A partir de la fin de l'année 2021, le gouvernement tunisien s'est ainsi attelé à l'élaboration d'un programme de réformes, prérequis du Fonds pour le démarrage des négociations relatives à la signature d'un accord de financement. Les discussions techniques ont démarré en février par une mission virtuelle, puis se sont poursuivies en mars avec la visite d'une délégation du FMI en Tunisie. Suite à ces « échanges constructifs », le Fonds Monétaire a félicité les efforts des autorités tunisiennes mais restait encore dubitatif quant aux possibilités de mises en œuvre des réformes et quant à l'inclusion de l'ensemble des parties prenantes tunisiennes, notamment de l'Union syndicale, l'UGTT, dans l'élaboration de ces mesures. Face à la situation économique internationale tendue et à la gravité des répercussions de la guerre en Ukraine sur l'économie tunisienne, le directeur de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord du FMI, Jihad Azour, a déclaré, à l'occasion de son déplacement à Tunis les 20 et 21 juin, que **le Fonds était prêt à débiter les négociations officielles sur la mise en place d'un accord de financement dans les prochaines semaines**. Il a cependant rappelé **la nécessité d'engager au plus vite les réformes**, en saluant toutefois la récente publication du plan de réformes du gouvernement tunisien. La venue programmée début juillet d'une délégation du FMI en Tunisie confirme l'ouverture des négociations, dans un contexte politique et social marqué par la divulgation le

30 juin par le Président du projet de constitution soumis à référendum le 25 juillet, et par des appels à la grève de l'UGTT, dont une première a eu lieu dans les entreprises publiques le 16 juin.

Calendrier :

- **Novembre 2021** : Elaboration de la matrice des réformes par le gouvernement
- **Décembre 2021** : Présentation du plan de réformes aux partenaires sociaux et au FMI
- **Janvier 2022** : Réunions entre le FMI et les autorités tunisiennes
- **Février 2022** : Mission technique virtuelle
- **Mars 2022** : Visite d'une délégation du FMI à Tunis
- **Juin 2022** : Visite du directeur de la région MENA du FMI et entretiens avec le Président de la République et la Cheffe du gouvernement
- **Juillet 2022** : Début officiel des négociations

⇒ *Prochain objectif : signature d'un accord dans les prochaines semaines pour permettre l'octroi du prêt FMI*

Actualités sectorielles

- Rencontres Maghreb Oléagineux



Le Service Economique Régional a pris part à la 1^{ère} édition des Rencontres Maghreb Oléagineux à Tunis du 16 au 18 mai sur le thème très actuel de **la souveraineté alimentaire en huiles et en protéines végétales**. Organisées conjointement par l'Association pour l'Agriculture Durable (APAD), l'Institut National des Grandes Cultures (INGC), la société Carthage Grains, et l'organisme de coopération internationale de la filière française des oléo-protéagineux, AGROPOL, ces rencontres ont réuni les principaux acteurs des filières marocaine, algérienne, tunisienne et française de colza. La première journée fut dédiée à la découverte de la filière

tunisienne de colza, créée en 2017, soit trois années après l'implantation de cette culture dans le pays. La filière se structure principalement autour du ministère tunisien de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche maritime, d'environ 400 agriculteurs, d'un collecteur (CMA Comptoir Multiservices Agricoles), d'un tritrateur (Carthage Grains), du groupe agroalimentaire français Avril, représentée localement par ses filiales Sanders Tunisie (Sanders Nutrition animale), spécialisée dans l'alimentation animale, et Cristal Tunisie qui commercialise une large gamme de produits d'huiles de table et de condiments, sous les marques Lesieur Cristal et Lesieur, et Terres Inovia - l'institut technique de référence des professionnels de la filière française des huiles et protéines végétales. Preuve de l'engouement réel pour cet oléagineux, **la production nationale de colza est passée de 610 tonnes en 2014/2015 à 18 502 tonnes en 2020/2021**. Elle se concentre, à plus de 60 %, à Beja et Bizerte, gouvernorats où se trouvent les exploitations agricoles visitées par la délégation. Outre ses avantages nutritifs (l'huile est particulièrement riche en acides gras essentiels et le tourteau de colza, destiné à l'alimentation animale, s'avère être une importante source de protéines), **le colza présente des qualités agronomiques indéniables**. Selon plusieurs études, l'introduction du colza dans la rotation des cultures permettrait une progression du rendement du blé de 20 % en moyenne.

➤ **Point de situation avec les industriels français du secteur l'aéronautique implantés en Tunisie**

Avant la crise du COVID, l'industrie aéronautique représentait en Tunisie près de 4 % du PIB (contre 3% aujourd'hui), enregistrait une croissance annuelle moyenne de 10 %, employait environ 20 000 personnes (contre 18 000 aujourd'hui) et créait chaque année plus de 1 000 emplois directs au sein des 81 entreprises du secteur. En 2018, le montant des exportations du secteur aéronautique s'élevait à 454 M EUR, soit 4% de la valeur des exportations totales du pays. **Par ailleurs, les 52 entreprises françaises implantées en Tunisie concentrent près de 71 % des emplois totaux du secteur aéronautique. Par ailleurs, ces entreprises représentent 88 % des exportations totales du secteur** ; la majorité de ces dernières étant à destination de leurs maisons mères françaises



Lors d'une rencontre avec le Groupement des Industries Tunisiennes Aéronautiques et Spatiales (GITAS), en présence des membres du comité directeur, un point de situation avec un panel représentatif du tissu industriel aéronautique français implanté en Tunisie a été réalisé. Les perspectives de croissance semblent favorables en raison de la bonne conjoncture internationale dans le secteur aéronautique. En effet, les perturbations induites par la pandémie de Covid-19 tendent à s'estomper, impliquant de fait un accroissement des cadences de production du géant européen de l'aéronautique Airbus. Cependant, les industriels de l'aéronautique implantés en Tunisie doivent faire face à une conjoncture économique locale difficile mais également à des problématiques structurelles qui freinent le développement du secteur. En effet, les membres du GITAS ont mis en exergue une inadéquation entre l'offre de formation et les besoins exprimés par les industriels.

Evènements

➤ **5^{ème} édition du Forum Financing Trade and Investment in Africa (FITA)**



Le Service Economique Régional était présent les 25 et 26 mai à la 5^{ème} édition du Forum FITA 2022, Financing Investment and Trade in Africa, à Tunis, organisé par le TABC (Tunisia Africa Business Council) l'occasion d'échanger sur **les perspectives du continent en matière de commerce et d'investissement** et de rencontrer des acteurs importants de cet écosystème. La Cheffe du gouvernement tunisien, Najla Bouden, a ouvert cette 5^{ème} édition en exprimant **sa vision optimiste quant à l'avenir économique de la Tunisie**, malgré un contexte international marqué par des crises majeures. De la relance post COVID-19, à la numérisation du continent, en passant par les perspectives de renforcement des liens entre l'Afrique et l'Union-Européenne, les discussions riches et variées ont réuni **plus de 2500 hommes et femmes d'affaires tunisiens et étrangers**, ainsi que 500 personnalités politiques et économiques issues de près de 45 pays.

➤ 20^{ème} édition du Forum de l'Investissement en Tunisie (TIF)

Les 23 et 24 juin, l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur (FIPA) a organisé la 20^{ème} édition du Forum de l'Investissement en Tunisie (TIF) en partenariat avec la Banque Mondiale. Cette 20^{ème} édition, intitulée « Réforme et Compétitivité », a permis d'informer des dernières **mesures prises pour l'amélioration du climat des affaires et de mettre en avant l'attractivité du pays à travers des témoignages d'acteurs internationaux déjà implantés dans le pays**. Le ministre de l'Economie, Samir Saïed, qui a assisté à l'ouverture de l'évènement, a rappelé les récentes réformes élaborées par le gouvernement et la liste des 43 mesures d'urgence économique établie en avril dernier. Il a en revanche souligné qu'aujourd'hui **le challenge le plus important pour la Tunisie restait l'exécution des réformes identifiées**. Une cellule d'écoute pour les investisseurs a ainsi récemment été mise en place par le ministère et la Direction Générale de l'Investissement pour faciliter le dialogue avec le gouvernement. Le Forum a également permis la présentation d'un nouveau mécanisme soutenu par la Banque Mondiale pour la préparation de projets d'investissement de partenariats public-privé. Le vice-président de la Banque Mondiale pour la région MENA, Ferid Belhaj, était présent et a déclaré que **l'institution s'alignerait dernière toute stratégie permettant à la Tunisie de s'orienter vers une économie ouverture**, avec plus d'engagement du

secteur privé et moins de contraintes pour les investisseurs, à condition que **l'Etat assure son rôle de régulateur et de porteur d'actions**.

➤ Inauguration d'une centrale flottante financée par un FASEP



Le Service Economique Régional a participé, le samedi 25 juin, aux côtés de la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, Mme Neila Nouira Gongi, et du ministre de l'Économie et de la Planification, M. Samir Saïed, à l'inauguration d'une centrale solaire flottante développée par l'entreprise française Qair et réalisée en partenariat avec la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG Tunisie). Le directeur général de Qair France, M. Jérôme Billerey, a fait le déplacement pour l'occasion. Sélectionné dans le cadre de l'appel à projets « Solutions innovantes pour la ville durable en Afrique », ce projet a été financé par un don de 500 000 euros issu du Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP) de la Direction générale du Trésor. Cette centrale flottante, située aux Berges du Lac 3 sur le lac de Tunis, est dotée d'une puissance nominale de 200 kWc, soit l'équivalent de la consommation de 390 personnes, permettant une réduction d'émissions de CO2 estimée à environ 120 tonnes par an. L'étude réalisée parallèlement au projet et remise à la STEG Tunisie démontre tout le potentiel du solaire flottant en Tunisie, qui permettrait notamment de limiter le phénomène d'évaporation. Il pourrait donc s'agir là d'une opportunité supplémentaire pour atteindre l'objectif ambitieux que s'est fixée la Tunisie, à savoir d'atteindre une part de 35% des énergies renouvelables dans le mix énergétique national à l'horizon 2030.

CALENDRIER ET INDICATEURS

Calendrier

Libye :

- 20-21 juillet : Exposition Transport et Logistique, à Tripoli
- 1-3 août : Exposition du E-commerce, à Tripoli
- 16-18 août : Exposition pour l'exportation de services de ressources humaines, à Tripoli
- 7-8 sept. : 3^{ème} Conférence scientifique sur les exportations non pétrolières, à Tripoli

Evènement organisé par le Centre de Promotion des Exportations Libyennes

- 21-24 sept. : Exposition Maritime de Zawara
L'occasion d'échanger les expériences et l'expertise pour développer le secteur et la richesse maritime
- Octobre : Exposition internationale sur les énergies renouvelables et les technologies d'efficacité énergétique, à Misrata
- 28-30 nov. : Salon du pétrole, du gaz et des énergies renouvelables, à Tripoli

Tunisie :

- 3-6 octobre : Salon mondial du bâtiment, à Paris
Participation de la Tunisie au salon
- 19-20 nov. : 18^{ème} Sommet de la Francophonie, à Djerba
Sur le thème "Connectivité dans la diversité : le numérique, vecteur de développement et de solidarité dans l'espace francophone"

Régional :

- 27-28 août : Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD 8)
- 15-16 sept. : Business France (BF) – Rencontres Cybersécurité Tunisie et Libye
- 27-29 sept. : BF - Forum Afrique France de la transition écologique et énergétique
- 1^{er} oct. : BF - French Tourism Tour en Afrique
- 4-5 oct. : Ambition Africa 2022

Indicateurs

Indicateurs	Tunisie	Libye
Population 2020	11 818 618	6 871 287
Croissance du PIB	+3,1% (g.a.) (2021) +2,4% (g.a.) (T1 2022)	-67,6% (g.a.) (2020)
PIB par habitant 2020	3 781 USD	4 047 USD
Taux de chômage	16,1% (T1 2022)	18,6% (2020)
Taux d'inflation	7,8% (mai 2022)	5,7% (mars 2022)
Taux d'intérêt directeur	7%	3,0%
Balance commerciale	-16,2 Md TND (2021) -2,2 Md TND (avril 2022)	+3,2 Md LYD (2020)
Compte courant	-1,9 Md TND (T1 2022)	-5,5 Md LYD (2020)
Dette publique	82,6% du PIB (2022p)	155% du PIB (déc. 2020)
Flux d'IDE	596 M TND (+73% en g.a.) (T1 2022)	-487 M LYD (déc. 2020)
Production de pétrole brut	37 000 b/j (avril 2022)	1,17 M b/j (mars 2022)
Indice de perception de la corruption 2021	70 ^{ème} /180	172 ^{ème} /180
Coronavirus (29 juin 2022)		
- Contamination	1 052 180	502 138
- Décès	28 691	6 430
- Primo-vaccinés	61%	33%
- Vaccinés (2 doses)	53%	17%

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international